

CONSEIL D'ÉTAT, SECTION D'ADMINISTRATION.

n° 135.134 du 21 septembre 2004

A.69.235/VI-13.262

En cause : **LA SOCIETE ANONYME HEDU**, aujourd'hui
déclarée en faillite,

dont le curateur est
Me Benoît DARMONT, avocat,
Ry de Flandre, n° 20,
5100 Wépion,

contre :

LA VILLE DE CHARLEROI.

ayant élu domicile chez
Me Jean BOURTEMBOURG, avocat,
Rue de Suisse, n° 24,
1060 Bruxelles.

LE PRESIDENT F.F. DE LA VI^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 5 juin 1996 par la Société anonyme HEDU, aujourd'hui déclarée en faillite, qui demande l'annulation de "la décision prise par le conseil communal de la Ville de Charleroi, en séance du 25 janvier 1996 notifiée par une lettre du 15 avril 1996, de classement de l'établissement dénommé «Pretty women», sis à 6000 Charleroi, rue de Marchienne, 25, exploité par la requérante, dans la catégorie des salles reconnues comme projetant des films à caractère pornographique, pour l'application du règlement du 13 février 1995, approuvé le 30 mars 1995, relatif à l'impôt communal sur les salles de spectacles cinématographiques";

Vu l'arrêt n° 128.931 du 8 mars 2004, rouvrant les débats et remettant l'affaire sine die;

Vu l'ordonnance du 2 août 2004 fixant l'affaire à l'audience du 8 septembre 2004;

Entendu, en son rapport, M. HANSE, Conseiller d'Etat; Président f.f.;

Entendu, en ses observations, Me Jean BOURTEMBOURG, avocat, comparaissant pour la partie adverse;

Entendu, en son avis conforme, M. DEROUAUX, Premier auditeur chef de section;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la société requérante a été déclarée en faillite par jugement du Tribunal de commerce de Namur du 10 octobre 2002; qu'il ressort de l'avis qui en a été publié au Moniteur belge du 18 octobre 2002, que le curateur désigné par ce jugement est Me Benoît DARMONT, avocat; que, quoique ce dernier eut reçu notification de l'ordonnance de fixation de l'audience, la société requérante n'était ni présente ni représentée; qu'il y a lieu d'en déduire qu' il n'y a pas eu d'acte de reprise d'instance; qu'il y a lieu de biffer l'affaire du rôle,

D E C I D E :

Article 1^{er}.

L'affaire n° 69.235/VI-13.262 est biffée du rôle du Conseil d'Etat.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de 99,16 euros, sont mis à charge de la masse de la faillite.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la VI^e chambre, le vingt
et un septembre deux mille quatre par :

M. HANSE,	Conseiller d'Etat, président f.f.
M. HARMEL,	Greffier.

Le Greffier,

Le Président f.f.,

P. HARMEL.

Ph. HANSE.